

Intégrer la justice de genre dans l'action environnementale: par où commencer?

Dix recommandations
pour les organisations
environnementales



Colophon

PUBLIÉ PAR:

Both ENDS
Nieuwe Keizersgracht 45
1018 VC, Amsterdam
Les Pays-Bas
www.bothends.org



CRÉDITS

Rédacteurs contributeurs:

Annelieke Douma and Tamara Mohr

Auteur: Paige Shipman (www.paigeshipman.nl)

Conception: Margo Vlamings (www.margovlamings.nl)

Traduction française: Moussa Soulé, Niger

Cette publication est rendue possible grâce à l'aide financière du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas dans le cadre de l'Alliance mondiale pour l'action verte et de genre (GAGGA). Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Both ENDS et ne peut être considéré comme reflétant les vues du Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.



Novembre 2020

Photo de couverture: Les femmes Sengwer discutent du bâtiment du Centre culturel, Embobut, Kenya © Milka Chepkorir

Photo de couverture arrière: Femmes de Lakardowo (Indonésie) se prépare pour une manifestation © Both ENDS

Préface

Depuis son lancement il y a près de cinq ans, le programme GAGGA a fourni un espace unique d'expérimentation, d'apprentissage et de partage, dans le but de renforcer et d'unifier les mouvements des droits des femmes et de l'environnement. Comme vous le verrez, il se passe de très belles choses dans notre réseau, et nous sommes heureux de partager quelques suggestions pour d'autres organisations pour la justice environnementale et bailleurs de fonds pour répandre la beauté.

Les témoignages ci-dessous sont un compte rendu remarquablement honnête et ouvert de certaines des expériences, des triomphes et des défis que nous, nos partenaires et Both ENDS avons eus. Nous sommes profondément reconnaissants à ceux qui ont apporté leurs précieuses informations à cette publication. Vous entendrez des personnes qui ont osé sortir de leur zone de confort et réfléchir de manière critique à leurs croyances et à leurs approches. Vous lirez comment de nouvelles relations, perspectives et stratégies ont rendu leur travail plus fort et plus efficace. Nous espérons que ces témoignages, et les recommandations concrètes qui les accompagnent, inspireront d'autres à faire le travail acharné qui est parfois nécessaire pour créer un réel changement.

Il y a une autre leçon qui se dégage de ces pages: l'importance cruciale d'une programmation dédiée et de ressources dédiées pour mettre la justice de genre au centre de l'action environnementale. À cet égard, les bailleurs de fonds et les décideurs peuvent jouer et jouent effectivement un rôle important. Eux aussi peuvent accroître leurs ambitions et devenir les catalyseurs de cet agenda d'une importance vitale.

Danielle Hirsch
Directeur, Both ENDS



Sommet des femmes défenseuses Bolivie © Colectivo CASA

Introduction

Les organisations pour la justice environnementale reconnaissent de plus en plus l'importance de faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes comme partie intégrante de leur travail. Elles comprennent que la justice environnementale ne peut être réalisée sans la justice de genre. Garantir le respect des droits des femmes, y compris leur accès aux ressources naturelles et leur contrôle sur celles-ci, n'est pas seulement crucial dans une perspective fondée sur les droits, c'est aussi une condition préalable à la réalisation de la justice environnementale.

Mais la grande question est de savoir comment. Par où commencez-vous? Comment traduisez-vous vos ambitions organisationnelles en actions concrètes? Comment ajustez-vous votre concentration et votre travail quotidien? Les guides et les listes de contrôle abondent, mais ceux-ci restent souvent assez généraux et peuvent ne pas être pertinents pour votre domaine d'expertise spécifique ou le contexte dans lequel vous travaillez.

Au cours des dernières années, Both ENDS et beaucoup de nos organisations partenaires à travers le monde ont accéléré leurs efforts pour faire progresser la justice de genre. Dans le cadre du programme alliance mondiale pour l'action verte et de genre (GAGGA), Both ENDS et nos partenaires ont sensibilisé, lancé des dialogues, créé des politiques institutionnelles et appris des organisations et des experts des droits des femmes. Nous avons trouvé de nouvelles façons de lutter avec succès contre les inégalités et les violations des droits des femmes dans le cadre de nos diverses stratégies, de la recherche au plaidoyer en passant par l'octroi

de subventions. C'était en grande partie un processus d'apprentissage par la pratique, avec de nombreuses perspectives, défis et leçons à apprendre.

Dans les pages qui suivent, nous proposons 10 recommandations clés aux organisations environnementales qui souhaitent intensifier leur travail en faveur de la justice de genre. À côté de chaque recommandation se trouve l'expérience concrète d'une organisation partenaire de Both ENDS, dont beaucoup étaient impliquées dans le programme GAGGA.

En partageant ces suggestions et expériences, nous espérons fournir des conseils pratiques et une inspiration aux autres. Nous invitons d'autres organisations à agir et à apprendre avec nous alors que nous contribuons aux changements structurels nécessaires pour parvenir à la fois à l'égalité des sexes et à la justice environnementale.



Pour plus d'informations:
www.gaggaalliance.org



Des femmes maliennes plantent des arbres © Both ENDS

01 S'engager dans un processus sérieux, systématique et collectif pour développer - et mettre en œuvre - une politique de genre

Une politique institutionnelle de genre doit être plus qu'un simple bout de papier. Elle doit être ancrée dans un processus sérieux, systématique et collectif pour s'informer sur les questions de genre et réfléchir à vos propres pratiques internes et méthodes de travail. Puis élaborer et mettre en œuvre un plan avec des ambitions, des actions, des ressources, des responsabilités et des indicateurs concrets. **Voir page 8.**

02 Reconnaître votre propre pouvoir et soyez le changement féministe que vous recherchez

Aborder consciemment le pouvoir nécessite des méthodes de travail inclusives, telles que différentes approches (féministes) pour organiser des réunions et des discussions, s'engager dans la collaboration et dans la planification, le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (PSEA). Reconnaître votre propre position institutionnelle ou personnelle de pouvoir et réfléchissez à la manière dont vous pouvez utiliser ce pouvoir pour faire de la place et transférer le pouvoir vers les autres. **Voir page 12.**

03 Partenariat avec les experts pour mener une recherche - action participative féministe

Les organisations de défense des droits des femmes disposent d'outils précieux, comme la recherche-action participative féministe (RAPF), qui peuvent être utilisés pour analyser les perspectives, les initiatives et les besoins des femmes et pour évaluer les impacts sexospécifiques d'un projet. Au RAPF, le processus lui-même est aussi important que les résultats, car il élève la voix des femmes et leur fait prendre conscience de leurs propres droits et moyens de les revendiquer, et renforce leur rôle dans la prise de décision, le lobbying et le plaidoyer. **Voir page 16.**

04 Identifier et traiter les normes culturelles, sociales et de genre qui font obstacle

Les normes culturelles, sociales et de genre déterminent ce qui est acceptable et approprié pour les femmes et les hommes - leurs rôles, actions et positions dans la société. Ces normes influencent non seulement l'accès (souvent inégal) des femmes aux ressources, mais aussi leur voix, leur pouvoir et leur sentiment d'être. Il est important d'identifier et de traiter les normes culturelles, sociales et sexospécifiques qui font obstacle aux droits des femmes. **Voir page 20.**

05 Créer des espaces et des initiatives réservés aux femmes pour renforcer la solidarité et définir leurs propres agendas

Les normes culturelles, sociales et de genre empêchent souvent les femmes de s'affirmer dans des groupes mixtes. Dans de nombreux contextes, il est essentiel de créer des espaces réservés aux femmes qui peuvent donner aux femmes plus de latitude pour s'exprimer librement, formuler leurs propres objectifs et programmes et renforcer la solidarité entre elles. **Voir page 24.**

06 Fournir des outils et renforcer les capacités des femmes pour revendiquer et garantir le respect de leurs droits

Les femmes sont souvent fortement impliquées dans l'utilisation et la gestion des terres et de l'eau, ainsi que dans la conservation et la restauration des écosystèmes. Lorsqu'elles sont confrontées à la pollution ou à d'autres atteintes à l'environnement, il est essentiel que les femmes connaissent leurs droits et soient équipées des outils et des connaissances nécessaires pour garantir que leurs droits sont respectés et que les agresseurs doivent rendre des comptes. **Voir page 28.**

07 Soutenir et renforcer le leadership des femmes

Pour de nombreuses femmes à travers le monde, cultiver une parcelle de terre, c'est cultiver la vie et servir de gardienne de la nature. Il est important de soutenir et de renforcer délibérément le leadership des femmes dans la protection, la restauration et la gestion durable des écosystèmes, ce qui protège et améliore leur bien-être, leurs moyens de subsistance, leur résilience et leurs opportunités économiques. **Voir page 32.**

08 Établissez des partenariats avec des organisations de défense des droits des femmes et tirez parti des forces de chacun

Les organisations de défense des droits des femmes sont les spécialistes des droits des femmes et de la justice entre les sexes. En vous associant avec eux pour échanger des connaissances et des compétences, vous pouvez tirer parti des forces de l'autre et renforcer l'efficacité des deux partenaires pour faire progresser les droits des femmes à l'eau, à la nourriture et à un environnement propre, sain et sécurisé. **Voir page 36.**

09 Demander aux décideurs et aux investisseurs de rendre compte des engagements en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes

Dans votre plaidoyer auprès des décideurs (gouvernements, banques de développement, donateurs, etc.), examinez leurs engagements et leurs politiques en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes. Ces engagements offrent un moyen important de tenir les acteurs responsables des droits des femmes à l'eau, à la sécurité alimentaire et à un environnement propre, sain et sécurisé. **Voir page 40.**

10 Affecter des ressources à l'appui au travail à la croisée des droits des femmes et de la justice environnementale

Les femmes sont aux premières lignes de l'action pour protéger l'environnement, mais leurs initiatives et activités sont gravement sous-financées. En affectant des ressources, telles que la création d'un fonds spécifique pour soutenir les initiatives des femmes, vous pouvez contribuer à combler le vide, tout en acquérant de nouvelles connaissances et en approfondissant votre compréhension de l'égalité des sexes et des droits des femmes. **Voir page 44.**

S'engager dans un processus sérieux, systématique et collectif pour développer - et mettre en œuvre - une politique de genre

Une politique institutionnelle de genre doit être plus qu'un simple bout de papier. Elle doit être ancrée dans un processus sérieux, systématique et collectif pour s'informer sur les questions de genre et réfléchir à vos propres pratiques internes et méthodes de travail. Puis élaborez et mettez en œuvre un plan avec des ambitions, des actions, des ressources, des responsabilités et des indicateurs concrets.

Colectivo MadreSelva, Guatemala

Investir dans un processus

Le collectif MadreSelva travaille depuis des décennies dans la lutte pour la justice environnementale au Guatemala. Le collectif soutient les communautés locales souffrant de dégradation environnementale due aux projets d'extraction. En 2010, MadreSelva a développé une politique de genre dans le but déclaré ' d'intégrer le genre ' tout au long de son travail. La politique était bonne sur le papier, mais elle a été rédigée principalement pour satisfaire les donateurs; l'approche et les stratégies de travail du collectif étaient, en fait, très peu attentives au genre. Bien que le personnel de MadreSelva comprenait et croyait qu'il ne peut y avoir de justice environnementale sans justice pour les femmes, il lui restait encore à concevoir un plan mettant le principe en pratique.

Cela a changé en 2018. « Nous avons réalisé que nous travaillions avec de plus en plus de femmes », explique Isabel Cuxé. « Nous avons vu les difficultés auxquelles elles sont confrontées avec le patriarcat et le machisme. Nous savions que nous devions en apprendre plus sur ces problèmes pour travailler efficacement avec les femmes dans les communautés ». Le collectif s'est engagé dans un processus, facilité et soutenu par des experts féministes externes, pour revoir ses pratiques et attitudes organisationnelles et renforcer les connaissances et les capacités de l'organisation pour faire progresser la justice environnementale pour les femmes. Elles ont pris un engagement sérieux à l'échelle de l'organisation envers le processus: l'ensemble du personnel a clarifié ses ordres du jour pour une série de réunions ciblées d'une journée complète.

En commençant par eux-mêmes

MadreSelva a commencé à la case départ, avec un processus expérientiel pour explorer l'oppression, le genre, les relations de pouvoir et les dynamiques personnelles et institutionnelles au sein du collectif. « Nous avons senti qu'avant de pouvoir faire ce travail dans les communautés, nous devons le faire au sein de l'organisation », dit Cuxé. Entre autres, le personnel de MadreSelva a discuté de ses propres attitudes à l'égard du genre et analysé la répartition sexospécifique du pouvoir décisionnel et les mécanismes de résistance au changement organisationnel. Après une discussion approfondie et honnête, les membres du personnel ont identifié et approuvé une variété de mesures concrètes d'amélioration, notamment une meilleure orientation et une meilleure intégration des nouveaux membres de l'équipe pour la plupart des femmes plus jeunes dans la prise de décision collective.

À partir de là, MadreSelva a analysé son travail existant avec les femmes dans les communautés, en réfléchissant à son rôle, aux stratégies, pratiques et objectifs actuels. Le personnel s'est rendu compte que les anciens membres du collectif avaient auparavant attiré l'attention sur les questions de genre et travaillaient avec les femmes. Beaucoup de bon travail a été fait, mais il n'a pas été systématisé et établi en tant que pratique institutionnelle. MadreSelva a proposé diverses manières de renforcer son travail avec les femmes et pour les droits des femmes. Le collectif a convenu de rendre plus visible le rôle fondamental des femmes dans la lutte pour défendre leurs territoires, de favoriser le dialogue avec les hommes sur le patriarcat et les privilèges masculins, et de prendre des mesures pour lutter contre la violence à l'égard des femmes qui accompagne souvent les projets extractifs. Parmi les autres engagements figuraient l'élaboration



Les femmes de la résistance de Santa María Cahabón participent à différents processus de formation promus par l'association MadreSelva Collectif © Madre Selva

Développer et mettre en œuvre une politique de genre

d'un module spécifique pour l'école de pensée écologique de MadreSelva sur les oppressions et les relations de pouvoir, qui traite de la violence à l'égard des femmes.

À un autre stade du processus, MadreSelva a renforcé les connaissances et les capacités du personnel pour faire progresser les droits des femmes dans le contexte de la justice environnementale. Le personnel a appris le cadre juridique des droits des femmes en ce qui concerne la défense des ressources naturelles et du territoire. Le personnel a analysé la législation nationale et les traités et conventions internationaux existants sur les droits des femmes afin de renforcer leur plaidoyer et leur travail juridique.

Après avoir réfléchi et analysé ses pratiques internes et ses méthodes de travail avec les communautés, la prochaine et dernière étape

du processus de MadreSelva a consisté en un examen et une refonte collectifs encore une fois facilités par un expert en genre de la politique de genre existante du collectif. Le résultat a été une nouvelle politique robuste, fondée sur des principes politiques et pratiques clairs, visant à diriger systématiquement les efforts du collectif pour faire progresser le droit des femmes à vivre dans la dignité, à l'abri de la violence et en harmonie avec les personnes et la nature. Des objectifs spécifiques, des activités, des ressources, des parties responsables et des indicateurs ont été définis dans un plan détaillé de mise en œuvre des politiques. Le plan comprend la promotion de méthodologies et de matériels alignés et adaptés à ces principes et objectifs. Les outils méthodologiques visent à promouvoir et à rendre visibles la participation politique et les droits des femmes afin de contribuer à la transformation économique, politique et culturelle des relations entre les sexes.



Des femmes indigènes préparent de l'huile de calendula médicinale à partir de produits agroécologiques © Mercedes Monzón

La responsabilité de tous

Surtout, il a été convenu que la mise en œuvre de la politique et du plan d'égalité des sexes incombe à tous les membres du collectif et une commission a été créée pour suivre les progrès. La politique et le plan relatifs à l'égalité des sexes ont également été intégrés dans le nouveau plan stratégique quinquennal de MadreSelva, qui comprend une approche transversale de l'égalité des sexes.

Bien plus qu'avant, MadreSelva reconnaît désormais l'importance des femmes dans la lutte pour la défense des territoires et travaille pour renforcer leur leadership et leur participation. Le collectif sait que lutter contre les inégalités entre les sexes va bien au-delà du simple « comptage des femmes ». « Cela implique de reconnaître et d'apprécier les contributions particulières des femmes, leurs approches et leurs connaissances, ainsi que leurs rôles importants. Même s'ils sont dans la cuisine, fournissant de la nourriture aux participants à la réunion, cela est important et doit être reconnu et valorisé », déclare Cuxé.

Nous avons appris à ne pas avoir peur

MadreSelva a trouvé le processus très enrichissant pour le personnel en tant qu'individus, pour l'organisation et, finalement, pour son travail avec les communautés. L'équipe a tissé de nouveaux liens de confiance pour mieux interagir en interne et avec les communautés avec lesquelles elle travaille. Après avoir traversé son propre processus interne, qui impliquait des discussions confrontées et difficiles sur le genre et le machisme au sein du collectif, l'équipe a acquis la confiance nécessaire

« La chose la plus importante que nous avons apprise est de ne pas avoir peur. Si vous n'avez pas peur, alors le changement est possible ».

Oscar Pérez

pour mettre les problèmes sur la table en interne et dans les communautés où elle travaille. Le groupe n'a plus peur de poser des questions difficiles, de repousser les limites. Il y voit désormais la première étape de la transformation. « Il faut lancer la discussion, faire réfléchir et réfléchir », explique Oscar Pérez. « Même les hommes ne devraient pas avoir peur d'avoir des discussions et d'affronter les gens sur les questions de genre. C'est un processus, mais vous devez lancer la discussion pour que les gens se rendent compte qu'il existe d'autres possibilités. La chose la plus importante que nous avons apprise est de ne pas avoir peur. Si vous n'avez pas peur, alors le changement est possible ».



Pour plus d'informations:
MadreSelva, www.madreselva.org.gt

Reconnaissez votre propre pouvoir et soyez le changement féministe que vous recherchez

Aborder consciemment le pouvoir nécessite des méthodes de travail inclusives, telles que différentes approches (féministes) pour organiser des réunions et des discussions, s'engager dans la collaboration et dans la planification, le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (PSEA). Reconnaissez votre propre position institutionnelle ou personnelle de pouvoir et réfléchissez à la manière dont vous pouvez utiliser ce pouvoir pour faire de la place et transférer le pouvoir vers les autres.

Both ENDS, Les Pays-Bas

De la promotion de l'égalité des sexes à la compréhension du pouvoir

Both ENDS a toujours été conscient des liens entre le genre et l'environnement. Les droits des femmes font partie de sa mission depuis le début. En fait, l'organisation elle-même est née d'un projet, lancé en 1986, intitulé « Les femmes et l'environnement ». Pourtant, l'approche et le niveau d'attention accordés à l'égalité des sexes et aux droits des femmes ont fluctué au fil des ans.

En 2006, reconnaissant la nécessité de rafraîchir et d'améliorer son travail sur le genre, Both ENDS a contacté l'une de ses fondatrices, Irene Dankelman, experte en genre et développement durable, pour obtenir des conseils. À la demande de Dankelman et avec le soutien d'experts, Both ENDS a entamé un processus d'apprentissage.

« Mais il ne s'agit pas seulement d'inégalités d'accès et de droits, et de manque de participation des femmes, il s'agit de comprendre et de s'attaquer à l'histoire et aux causes profondes de ces inégalités ».

Annelieke Douma

Reconnaissez votre pouvoir



Both ENDS participant au Forum social thématique de Johannesburg, 2018
© Forum social thématique sur l'exploitation minière et l'économie extractiviste

Il a commencé à accroître les considérations sexospécifiques dans des projets et programmes spécifiques et a intensifié ses efforts de collecte de fonds pour le travail en faveur des droits des femmes. Les résultats et l'expertise de l'organisation se sont progressivement développés, mais un tournant est venu avec le développement et le lancement, en 2016, du programme GAGGA en partenariat avec le fonds pour les femmes d'Amérique centrale (FCAM) et Mama Cash, qui financent tous deux l'activisme féministe.

Both ENDS décrit GAGGA comme une courbe d'apprentissage abrupte. « Nous avons d'abord examiné l'égalité des sexes et les droits des femmes principalement du point de vue du contenu », déclare Annelieke Douma, qui a aidé à développer le programme GAGGA. « Mais il ne s'agit pas seulement d'inégalités d'accès et de droits, et de manque de participation des femmes,

il s'agit de comprendre et de s'attaquer à l'histoire et aux causes profondes de ces inégalités. Il s'agit d'oppression et de pouvoir. Donc, non seulement ce que nous faisons ou disons est important, mais aussi comment et avec qui ».

Créer des espaces de dialogue sûrs

Identifier, comprendre et discuter du pouvoir à la fois au niveau personnel et institutionnel est essentiel à l'activisme féministe. Pour FCAM et Mama Cash, c'était la coutume, mais pour Both ENDS, Douma explique: « C'était quelque chose auquel nous devons nous habituer. C'était parfois inconfortable ». Les membres du personnel de Both ENDS ont appris à reconnaître et à admettre la dynamique du pouvoir dans leurs propres interactions et dans différents contextes et relations. Ils ont appris l'importance de renforcer la confiance et de créer des espaces sûrs pour un dialogue honnête.

Comment le personnel de Both ENDS a-t-il mis cet apprentissage en pratique? Tamara Mohr, coordinatrice du programme GAGGA à Both ENDS donne un exemple: « Nous avons commencé à changer la façon dont nous organisons les réunions. Nous prenons plus de temps à tous les participants pour partager à un niveau plus personnel comment ils font avant de nous lancer dans des discussions sur le contenu. L'organisation utilise également des méthodes de communication et de partage plus créatives et diversifiées, telles que des dessins, des jeux et des rencontres individuelles. Une discussion pour assurer la participation de tous. Les membres du personnel qui sont plus bavards ou opiniâtres dont beaucoup sont des collègues seniors ont appris à être conscients de la façon dont ils occupent un espace collectif et à donner aux autres le temps et l'espace de parler. Et bien sûr, Both ENDS vise une participation équilibrée entre les sexes aux événements qu'il organise ou soutient, ainsi qu'à ceux auxquels il participe. Le personnel attirera l'attention ou refusera de participer à des réunions externes ou à des panels exclusivement masculins. Le personnel des Both ENDS applique également ces enseignements lorsqu'ils organisent des réunions avec d'autres acteurs de la communauté environnementale et en coopération avec les donateurs.

Both ENDS a également changé la façon dont il s'organise en interne. Bien que ce processus ait commencé avant GAGGA, il a grandement bénéficié des leçons de GAGGA. Le personnel a reçu une formation pour fournir une rétroaction constructive, en s'attachant à ancrer la rétroaction dans sa propre perspective. Les membres du personnel sont également entraînés à assumer et à responsabiliser les processus décisionnels. Dans

le cycle régulier d'évaluation des performances, les collègues juniors et seniors sont invités à se donner mutuellement leur avis, également spontanément, pas seulement lorsque les choses tournent mal. Both ENDS fonctionne désormais davantage comme une organisation autonome et l'équipe de direction a été dissoute.

Reconnaître que le financement est le pouvoir

Reconnaître et parler de pouvoir et de genre est particulièrement inconfortable dans la communication avec les partenaires. Both ENDS administre de plus en plus des ressources financières pour soutenir le travail des partenaires, et qu'on le veuille ou non, cela signifie le pouvoir. Le personnel de Both ENDS est très conscient de la manière dont il communique avec les partenaires. « Nous ne pouvons pas réfléchir avec des partenaires sur un pied d'égalité lorsque le financement est impliqué. Nous devons reconnaître qu'ils nous considèrent comme un bailleur », déclare Karin van Boxtel. Both ENDS aborde cette dynamique du pouvoir par une approche qu'elle appelle le développement mutuel des capacités. « Nous essayons d'abord d'obtenir une image claire des besoins et des priorités des partenaires. Nous faisons très attention de ne pas les forcer à faire quelque chose qui ne fait pas partie de leur propre agenda ».

Qu'en est-il du programme des partenaires sur les droits des femmes et l'égalité des sexes? De nombreux partenaires de Both ENDS travaillent dans des contextes patriarcaux et hiérarchiques. Both ENDS reconnaît que chaque organisation a un point de départ différent, mais il s'engage

Reconnaissez votre pouvoir

à mettre les questions de genre sur la table et à entamer la conversation avec les partenaires, tout en étant ouvert à l'endroit où le processus peut mener. Both ENDS a appris qu'il est préférable de poser des questions et d'essayer de comprendre les défis, y compris les différences culturelles et les sensibilités. Le personnel peut entamer une conversation sur les points de vue des partenaires sur l'implication des femmes dans la conception ou la mise en œuvre des projets. Ils peuvent poser des questions sur les éventuels impacts sexospécifiques d'un problème qu'un groupe tente de résoudre ou sur la budgétisation des activités qui font progresser la justice de genre, y compris les opportunités d'apprentissage. Both ENDS considère ces conversations comme faisant partie d'un processus d'apprentissage à long terme. « Le personnel se sent parfois mal à l'aise face à ces conversations, étant donné que nous sommes une organisation occidentale en position de pouvoir », déclare van Boxtel. « Mais nous avons également augmenté l'espace sûr pour apprendre au sein de Both ENDS et avec des partenaires. Être vulnérable et ouvert sur les difficultés ou les questions que vous avez s'est avéré important. Nous avons commencé à considérer la vulnérabilité comme une force ». Être capable de parler franchement de cet inconfort avec des collègues et avec des partenaires, comme lors de sessions d'apprentissage consacrées à ces questions, a été fructueux.

Utiliser votre pouvoir pour de bon

Prendre conscience de votre position de pouvoir peut être inconfortable, mais c'est aussi la première étape pour utiliser le pouvoir de manière positive. Dans son rôle de bailleur de fonds auprès de nombreux partenaires, Both ENDS a également



Réunion stratégique avec les partenaires à Amsterdam, 2019 © Both ENDS

reconnu l'opportunité de changer ses méthodes de travail à la fin du cycle du projet. Elle a adapté ses processus PSEA pour faciliter le reporting pour les partenaires et assumer davantage la charge de reporting. Grâce à GAGGA, Both ENDS a appris comment la méthodologie du changement le plus significatif (MSC) permet de se concentrer sur les changements réels perçus par les partenaires, plutôt que de rendre compte de résultats prédéfinis stricts. L'organisation utilise également son pouvoir pour engager un dialogue avec les bailleurs de fonds sur les relations de pouvoir et l'inclusion, un sujet qui suscite manifestement de plus en plus d'attention et d'attention. « Les engagements déclarés des donateurs ou des gouvernements en matière de genre restent souvent de bonnes intentions et risquent d'être traités comme un complément », déclare Douma. « Cependant, lutter de manière significative contre les inégalités et l'inclusion entre les sexes est en fait hautement politique. Cela nécessite un changement fondamental dans votre façon de faire les choses ».



Pour plus d'informations:
Both ENDS, www.bothends.org

Partenariat avec les experts pour mener une recherche - action participative féministe

Les organisations de défense des droits des femmes disposent d'outils précieux, comme la recherche-action participative féministe (RAPF), qui peuvent être utilisés pour analyser les perspectives, les initiatives et les besoins des femmes et pour évaluer les impacts sexospécifiques d'un projet. Au RAPF, le processus lui-même est aussi important que les résultats, car il élève la voix des femmes et leur fait prendre conscience de leurs propres droits et moyens de les revendiquer, et renforce leur rôle dans la prise de décision, le lobbying et le plaidoyer.

**Lumière Synergie pour le Développement, Senegal
WoMin, Africa**

Construire un dossier solide grâce au partenariat

Depuis 2010, Lumière Synergie pour le Développement (LSD) accompagne les communautés de Bargny au Sénégal dans leur opposition au projet de centrale à charbon de Sendou, financé principalement par la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Néerlandaise de Développement (FMO) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD). Lorsque LSD a commencé à faire des recherches sur le projet Sendou et son impact sur la communauté locale, le groupe a rapidement appris que l'usine nuirait gravement à quelque 1 000 femmes de pêcheurs. Les zones de séchage locales des femmes se trouvaient dans la « zone tampon » prescrite de 500 mètres autour de l'usine où, selon la loi sénégalaise, les

activités économiques ne sont pas autorisées. En plus de la pollution et d'autres dommages environnementaux, les femmes seraient forcées de quitter leurs terres et se verraient refuser l'accès à la terre qui est essentielle à leurs moyens d'existence.

LSD est un défenseur expérimenté de l'amélioration des politiques et des pratiques de la Banque africaine de développement, le principal bailleur de fonds du projet Sendou. Bien que le groupe n'ait pas d'expérience en matière de droits des femmes, il a reconnu la nécessité et l'importance de soutenir la lutte des femmes. Le LSD a souligné l'impact sur les aires de séchage des femmes dans une plainte concernant le projet Sendou auprès de l'Unité d'examen de la conformité et de médiation de la BAD. L'organisation a fait ce qu'elle pouvait pour

soutenir les pêcheurs, mais le groupe a estimé que l'effort serait plus puissant avec la participation d'une organisation de défense des droits des femmes, car les racines du problème sont liées à la politique de genre de la BAD. « Les organisations environnementales n'ont souvent pas de capacité de lobby et de plaidoyer ou d'expertise sur le genre et les droits des femmes liés aux institutions financières internationales », déclare Aly Marie Sagne, président de LSD. « Nous devons donc nous connecter avec les organisations de défense des droits des femmes. Mais nous devons prendre le temps de construire ce partenariat avec eux ».



Des femmes de Bargny sèchent le poisson à côté d'une centrale à charbon © Lumière Synergie pour le Développement

'C'est ce que nous pouvons faire'

Lors d'une réunion organisée par l'Alliance GAGGA en Ouganda en 2016, LSD a trouvé le partenaire idéal. WoMin, lancée en octobre 2013, est une alliance africaine spécialisée dans les impacts des industries extractives sur les femmes paysannes et ouvrières. WoMin soutient des groupes de femmes organisés dans la construction de mouvements et la solidarité, et mène des recherches et des activités de plaidoyer visant à faire progresser une alternative post-extractiviste, éco-juste et centrée sur les femmes au modèle de développement dominant et destructeur en Afrique.

La recherche action participative féministe (RAPF) est au cœur de l'approche de WoMin. Pour WoMin, cela signifie que les femmes sont impliquées dans la recherche en tant que chercheuses et non en tant que sujets ou informateurs. Les femmes participent activement à la préparation, à la mise en œuvre et à la réflexion sur la recherche, qui est motivée et axée sur la satisfaction de leurs besoins. Le cas échéant, l'approche contribue à accroître les capacités des femmes et leur prise de conscience de leur propre situation, de leurs droits et des moyens d'aborder les problèmes. « Avec la recherche-action participative féministe, ce sont les femmes qui font la recherche dans leur communauté. Ce n'est pas un savant qui vient interroger des femmes puis qui retourne en ville. Les femmes sont assises ensemble et partagent, disant que c'est notre problème et décident de ce qu'elles doivent faire ». La recherche est faite non seulement pour le renforcement des connaissances, mais dans le but d'agir, comme le lobbying et le plaidoyer.

« Nous avons formé les femmes à l'utilisation des outils disponibles dans le RAPF et, ce faisant, nous avons accru leur capacité à articuler leurs problèmes et à définir des stratégies pour les résoudre », explique Georgine Kengne de WoMin.

Normes écoféministes pour le développement

Après la réunion de 2016, LSD et WoMin se sont associés pour explorer et exposer les impacts sexospécifiques des investissements de la BAD, comme l'usine de Sendou, dans le but d'impliquer la BAD dans sa politique de genre. Les groupes ont cherché à comprendre et à analyser les impacts de Sendou sur la vie des femmes, leurs moyens de subsistance, ainsi que sur l'environnement et les ressources naturelles en

développant et en utilisant un cadre éco-féministe. Alors que les femmes de Bargny étaient déjà organisées grâce au travail du LSD, ce dont elles avaient besoin, c'était un soutien pour élaborer des stratégies et exprimer leurs problèmes. WoMin a créé un espace où les femmes pouvaient décider ensemble des messages et des demandes qu'elles voulaient apporter à la BAD et au gouvernement, ainsi que sur la manière de les communiquer.

La recherche action participative féministe à Bargny et l'analyse des documents de la BAD se sont concrétisées dans « [Les femmes tiennent bon contre le grand charbon: La centrale électrique de la BAD de Sendou a un impact sur les femmes en période de crise climatique](#) ». Sur la base des informations fournies par les femmes ainsi que des recherches documentaires et des entretiens avec



Réunion stratégique des femmes pêcheurs à Bargny © Lumière Synergie pour le Développement

d'autres, le rapport a évalué le degré de (non) respect des normes écoféministes dans la mise en œuvre de la planification et de l'exploitation de Sendou. Les normes écoféministes utilisées dans le rapport ont été élaborées par LSD, WoMin et Gender Action, une organisation américaine. Ils diffèrent des normes traditionnelles en réunissant l'écologie et le climat, les droits des femmes et d'autres points de vue sur le développement. Par exemple, les normes éco-féministes reconnaissent le droit des femmes de refuser un projet proposé qui affecte leur droit à la terre, aux forêts, à la pêche, aux moyens de subsistance, au patrimoine culturel, à l'autonomie corporelle ou à la santé. Selon les normes écoféministes, un projet proposé serait également évalué en termes de violence sexuelle et sexiste potentielle, et des mesures seraient mises en œuvre pour la prévenir. (Pour une description complète, voir l'annexe 1: Le cadre d'évaluation d'impact éco-féministe dans « les femmes tiennent bon »).

Les femmes de Bargny exercent leur pouvoir

Le rapport de recherche a été lancé en octobre 2019 à Abidjan. Avec des représentants de LSD et de WoMin, des femmes de Bargny ont rencontré l'unité genre de la BAD et cinq directeurs de la BAD pour présenter le rapport et ses principales conclusions. La réunion a marqué la première fois que des femmes concernées et des organisations de la société civile africaine se sont engagées dans des discussions de haut niveau avec la banque sur sa politique de genre. Le département Genre de la BAD a présenté ses excuses pour la conduite de la banque dans cette affaire. Depuis lors, la facilité africaine d'appui juridique de la BAD, qui fournit

« Maintenant, les femmes disent: c'est notre droit de rester, de travailler et de nourrir nos familles! »

Aly Marie Sagne

un appui juridique et une assistance technique aux pays membres, a demandé l'assistance des groupes pour intégrer le genre dans ses efforts, dont certains concernent spécifiquement le secteur extractif. LSD, WoMin et action de genre estiment que le cadre éco-féministe utilisé dans le rapport Sendou peut être un outil précieux pour analyser et remettre en question les projets de développement à grande échelle à travers et au-delà du continent africain.

Bien que la lutte des femmes de Bargny se poursuive, les femmes sont devenues un groupe de plus en plus puissant et vocal. Ils ont réussi à inverser la politique de zone tampon et à retrouver l'accès à leurs aires de séchage du poisson. « A l'origine, les femmes ne pensaient pas pouvoir faire quoi que ce soit pour arrêter ces puissantes institutions », se souvient Sagne. « Mais ils ont totalement changé leur perspective. Maintenant, les femmes disent: c'est notre droit de rester, de travailler et de nourrir nos familles! ».



Pour plus d'informations:

Lumière Synergie pour le Développement,

www.lsdseegal.org

WoMin, www.womin.org.za

Identifier et traiter les normes culturelles, sociales et de genre qui font obstacle

Les normes culturelles, sociales et de genre déterminent ce qui est acceptable et approprié pour les femmes et les hommes - leurs rôles, actions et positions dans la société. Ces normes influencent non seulement l'accès (souvent inégal) des femmes aux ressources, mais aussi leur voix, leur pouvoir et leur sentiment d'être. Il est important d'identifier et de traiter les normes culturelles, sociales et sexospécifiques qui font obstacle aux droits des femmes.

Centro Terra Viva, Mozambique

Le mari parle pour la famille

Depuis 2012, Centro Terra Viva (CTV) fournit une assistance juridique aux communautés du Mozambique confrontées à la réinstallation en raison de concessions de terres à grande échelle pour les industries extractives, l'agro-industrie et la conservation. Les communautés locales ne sont généralement pas bien consultées, reçoivent des informations limitées et risquent de perdre l'accès aux ressources naturelles dont elles dépendent.

Cela est particulièrement vrai pour les femmes. Dans les zones rurales, ce sont les femmes qui ont le rôle principal dans le développement local. Ils travaillent la terre et s'occupent des animaux, et sont les plus touchés par la réinstallation. Mais les normes sociales et culturelles empêchent souvent les femmes de participer et de prendre des décisions significatives sur ces questions.

Même lorsque les femmes sont présentes aux réunions, elles doivent garder le silence. « La culture au Mozambique n'est pas facile », selon Samanta Remane de CTV. « C'est le mari, le père ou le beau-père qui parle au nom de la famille ». Les hommes décident des questions de développement, de réinstallation et d'indemnisation, même en ce qui concerne l'accès des femmes à la terre et aux ressources.

Dans le cadre de travaux antérieurs, CTV a formé des parajuristes pour fournir une assistance juridique aux communautés touchées et veiller à ce que leurs préoccupations soient transmises au gouvernement et aux entreprises concernées. Les parajuristes étaient toutefois pour la plupart des hommes qui venaient de l'extérieur des communautés locales. Bien que leur travail ait donné des résultats positifs, CTV a constaté que les femmes ne se sentaient pas à l'aise ou

n'étaient pas en mesure de faire part de leurs préoccupations et de leurs problèmes particuliers aux parajuristes masculins. Il y avait aussi des frais de déplacement et d'autres dépenses, puisque les parajuristes étaient au niveau provincial et du district, plutôt que dans les communautés.

Sur la base de ces leçons, CTV a conçu un programme pour former des femmes rurales locales dans quatre provinces à devenir parajuristes dans leurs communautés. Les femmes recevraient les informations et le soutien nécessaires pour fournir une assistance juridique de famille à famille et aideraient à faire en sorte que les priorités et les besoins des femmes et de tous les membres de la famille soient pris en compte dans le contexte de la réinstallation.

Sensibiliser les leaders masculins

Depuis le lancement du programme en 2018, CTV a formé cent dix-sept femmes rurales de districts de quatre provinces. Compte tenu des contextes patriarcaux et hiérarchiques des communautés, CTV a mis le plus grand soin à préparer les communautés pour les formations. Dans les districts de Massingir, par exemple, le personnel de CTV s'est rendu dans les communautés et a sensibilisé les dirigeants locaux au programme de formation. CTV a demandé l'aide des dirigeants locaux pour identifier les femmes, comme celles qui ont de l'influence dans la communauté, qui seraient de bonnes candidates pour recevoir une formation et devenir parajuristes. En contactant les dirigeants masculins, CTV a renforcé la légitimité du programme et fait en sorte que les femmes se sentent libres de participer. « Cette stratégie était très importante », déclare Remane.

« Les femmes ont apprécié le fait qu'elles pouvaient faire plus pour aider leur communauté. Ils pourraient démontrer aux dirigeants locaux qu'ils ont la capacité de résoudre les problèmes ».

Samanta Remane



Des femmes participent à la formation de CTV
© Centro Terra Viva

Aborder les normes qui font obstacle



Des femmes du district d'Ile au Mozambique reçoivent une formation para-juridique © Centro Terra Viva

« Les femmes ont apprécié le fait qu'elles pouvaient faire plus pour aider leur communauté. Ils pourraient démontrer aux dirigeants locaux qu'ils ont la capacité de résoudre les problèmes ». Dans d'autres domaines, CTV a engagé des partenaires locaux des organisations communautaires pour aider à identifier des candidates pour le programme de formation.

Une autre stratégie consistait à parler avec les administrateurs locaux de chaque district et à les exhorter à soutenir le programme. CTV considérait le rôle des autorités locales comme essentiel pour atteindre les objectifs du programme, qui comprenaient non seulement

le soutien à l'autonomisation des femmes, mais aussi la prévention des conflits au niveau local, un problème important au Mozambique. Dans un cas, l'administrateur local a ouvert la formation et encouragé les femmes à s'exprimer dans leur rôle de parajuriste. L'administrateur a décrit les femmes parajuristes comme une ressource importante pour leurs communautés. À la suite de la formation, les femmes ont reçu un certificat signé par l'administrateur local et CTV, une autre façon dont le programme a renforcé l'autorité des femmes et a démontré les liens entre les femmes parajuristes et le gouvernement local.

Voir les femmes comme une ressource communautaire

CTV a également rencontré des difficultés lors de la mise en œuvre du programme de formation. Les femmes des communautés rurales ont une éducation formelle limitée et nombre d'entre elles ne parlent pas le portugais, la langue dominante du personnel de CTV. Pour s'attaquer à ces problèmes, les partenaires locaux de CTV ont identifié des participants qui pouvaient parler un peu de portugais et pourraient aider à faciliter et traduire la formation, et donner des exemples pertinents au niveau local. CTV a également adapté le matériel pour qu'il soit moins technique et plus accessible aux femmes.

De manière significative, CTV s'est assuré de permettre aux femmes ayant des bébés et des enfants en bas âge de participer au programme d'assistance juridique, qui comprenait une formation de trois jours à laquelle les femmes devaient se déplacer. CTV a invité les femmes à amener leurs enfants avec elles. « Nous avons eu beaucoup de bébés! », dit Berta Rafael de CTV. Dans certains cas, d'autres femmes sont venues les soigner. « Nos collègues des finances se sont demandé pourquoi nous n'avions que 10 participantes, mais ont réclamé le coût de 15 dîners! », dit-elle en riant. Les maris sont également venus. L'un voulait voir où allait sa femme et le personnel de CTV a dû passer un certain temps à le rassurer.

Mais le plus grand défi reste celui qui nous attend: accompagner les femmes parajuristes à distance et maintenir leur implication. CTV a organisé des groupes de discussion et est disponible par

CTV s'est assuré de permettre aux femmes ayant des bébés et des enfants en bas âge de participer au programme d'assistance juridique.

téléphone pour discuter de cas, mais l'accès à un téléphone chargé et connecté n'est pas une donnée pour la plupart des femmes. CTV espère fournir aux femmes parajuristes des téléphones portables ou des tablettes, ainsi qu'un soutien systématique et continu après la formation, y compris des trousseaux d'information sur des sujets tels que le régime foncier et la gestion des ressources naturelles, et des manuels pour fournir un soutien parajuridique. Le groupe espère également couvrir les déplacements des assistantes juridiques qualifiées vers les sites de conflit ou là où leur soutien parajuridique est demandé. « Les femmes n'ont eu qu'une formation, et nous ne voyons que les résultats maintenant », déclare Rafael. « Dans quelques communautés, les femmes parajuristes sont considérées par les dirigeants locaux ou les administrateurs comme une ressource communautaire, comme un moyen d'amener CTV à résoudre leurs problèmes, ce qui est bien! »



Pour plus d'informations:
Centro Terra Viva, www.ctv.org.mz

Créer des espaces et des initiatives réservées aux femmes pour renforcer la solidarité et définir leurs propres agendas

Les normes culturelles, sociales et de genre empêchent souvent les femmes de s'affirmer dans des groupes mixtes. Dans de nombreux contextes, il est essentiel de créer des espaces réservés aux femmes qui peuvent donner aux femmes plus de latitude pour s'exprimer librement, formuler leurs propres objectifs et programmes et renforcer la solidarité entre elles.

Groupe de chant traditionnel des femmes Sengwer, Kenya

Gardiens de la culture

Depuis 2015, Milka Chepkorir travaille avec des femmes autochtones Sengwer dans la forêt d'Embobut au Kenya, dans le comté de Marakwet. Milka, qui est un Sengwer de Kabolet, s'est familiarisée avec la communauté au cours de recherches universitaires sur les expériences des femmes Sengwer, notamment en ce qui concerne les expulsions forcées. Au nom de la conservation, les Sengwer d'Embobut ont été expulsés à plusieurs reprises de leurs terres indigènes et ancestrales par le gouvernement kenyan, par l'intermédiaire du service forestier du Kenya.

Lors de ses conversations avec les femmes Sengwer, Milka a appris des impacts importants sur les femmes, notamment la torture psychologique, les violences physiques, les agressions et l'extrême pauvreté en raison de la destruction de maisons et d'abris. Dans la culture Sengwer, ces espaces sont

traditionnellement d'une importance particulière pour les femmes et les enfants. Milka a également constaté que les expulsions forcées continues signifiaient que les femmes Sengwer avaient peu de possibilités de se réunir. La communauté a été dispersée et privée de ses moyens d'existence traditionnels, ce qui rend difficile le maintien de la culture Sengwer ou l'élaboration d'une stratégie pour défendre ses droits.

Inspirée pour aider les femmes à s'organiser, Milka a aidé les femmes à obtenir des fonds pour ce qui est rapidement devenu le groupe de chant traditionnel des femmes Sengwer. Comme beaucoup de femmes autochtones, les femmes Sengwer jouent un rôle important en tant que gardiennes de la tradition et de la culture Sengwer, ce qui est devenu l'un des principaux objectifs des activités du groupe. En contrôlant ses propres ressources financières, le groupe de chant traditionnel des femmes Sengwer travaille à



Des femmes Sengwer discutent de la construction du centre culturel, Embobut, Kenya © Milka Chepkorir

célébrer et à fortifier la transmission de la culture Sengwer, notamment par la construction d'un centre culturel Sengwer à Maron. Trois huttes traditionnelles ont déjà été construites et une salle communautaire commune prévue finira par compléter le centre culturel.

Un espace physique et métaphorique

Le centre culturel offre au groupe de femmes l'espace dont elles ont besoin au sens propre et figuré du terme pour parler franchement, discuter

de leurs propres problèmes et priorités et prendre leurs propres décisions. Tout aussi important, le centre sert tout le monde dans la communauté. Stratégiquement situé au sommet de la colline, le centre est une démonstration visible de la contribution des femmes à la communauté et à la culture Sengwer. Le centre offre au Sengwer un endroit pour stocker en toute sécurité des objets traditionnels, transmettre la langue autochtone et des modes de vie distinctifs aux jeunes. C'est aussi un lieu de rencontre et d'accueil pour la communauté.

L'autonomie du groupe de femmes a été vitale. « Il est important de donner aux femmes leur espace et leur temps pour prendre leurs propres décisions », explique Milka. Elle critique les bailleurs de fonds qui s'attendent à voir des résultats rapides. « Le problème est vraiment de soutenir les organisations et de ne pas donner aux femmes l'espace et le temps nécessaires pour faire les choses à leur rythme. Cela n'a pas de sens de les pousser. Ensuite, nous perdons toute la logique de l'autonomisation. Tout devrait être avec les femmes ».

Les plans du groupe pour un festival de haut niveau pour célébrer la culture Sengwer ont été récemment annulés en raison de la pandémie de Covid-19. Au lieu de cela, les femmes sont intervenues pour protéger la santé de la communauté. Alors que les directives du gouvernement local exigent le lavage et l'assainissement réguliers des mains, les communautés locales manquent souvent de savon. Pour combler cette lacune, le groupe de femmes s'est organisé pour produire et distribuer du savon artisanal traditionnel aux ménages de nombreux villages. Leurs efforts ont attiré l'attention et le respect des dirigeants locaux, y compris des politiciens.

Le fait que le centre culturel soit l'initiative du groupe de femmes et qu'elles aient fourni le leadership et les ressources financières nécessaires pour le construire a renforcé la reconnaissance et le respect des contributions des femmes à la communauté. « Cela a été très stimulant pour les femmes de pouvoir fournir un espace physique et métaphorique vital pour des activités qui enrichiront la lutte foncière

« Nous rappelons toujours aux chefs traditionnels et les leaders de la communauté qu'il s'agit d'un projet réservé aux femmes qui profite à toute la communauté ».

Milka Chepkorir

communautaire », déclare Milka. « Le groupe de femmes a également utilisé certaines ressources pour aider les hommes et les jeunes plus âgés à participer aux audiences du tribunal pour lutter contre les expulsions. C'était un geste très puissant et très apprécié ».

Bien entendu, le groupe de chant traditionnel des femmes Sengwer a également rencontré des défis et de la résistance. Il y a eu des tensions dans la communauté autour de l'accès des femmes au financement et à la terre pour le centre communautaire. « Nous rappelons toujours aux chefs traditionnels et les leaders de la communauté qu'il s'agit d'un projet réservé aux femmes qui profite à toute la communauté », déclare Milka.

La participation au groupe a stimulé les femmes et renforcé leur confiance pour s'exprimer et défendre leurs droits individuels et ceux de leur communauté. Lors de leurs réunions hebdomadaires, les femmes ont développé de



Le centre culturel est situé stratégiquement au sommet d'une colline © Elias Kimaiyo

nouvelles chansons de résistance et de plaidoyer. Les paroles décrivent les défis auxquels ils ont été confrontés lors des expulsions et appellent le gouvernement à laisser les Sengwer vivre en paix dans leurs forêts ancestrales. Lorsque les femmes ont fait entendre leur voix lors d'une réunion du groupe de travail sur la forêt de Mau, en 2019, l'assemblée des participants locaux, nationaux et internationaux s'est arrêtée pour écouter. Les chansons des femmes et leur organisation ont également joué un rôle essentiel dans le succès de la marche pour la justice de Sengwer, qui s'est

déroulée sur plusieurs jours, qui s'est terminée au Bureau du Président à Nairobi. Les femmes représentaient près d'un tiers de la délégation de 150 personnes qui a soumis une pétition demandant la reconnaissance et la protection de leur droit constitutionnel à leur terre ancestrale dans la forêt d'Embobut.



Pour plus d'informations:

Groupe de chant traditionnel des femmes Sengwer, www.forestpeoples.org

Fournir des outils et renforcer les capacités des femmes pour revendiquer et garantir le respect de leurs droits

Les femmes sont souvent fortement impliquées dans l'utilisation et la gestion des terres et de l'eau, ainsi que dans la conservation et la restauration des écosystèmes. Lorsqu'elles sont confrontées à la pollution ou à d'autres atteintes à l'environnement, il est essentiel que les femmes connaissent leurs droits et soient équipées des outils et des connaissances nécessaires pour garantir que leurs droits sont respectés et que les agresseurs doivent rendre des comptes.

Observation écologique et conservation des zones humides (ECOTON), Indonésie

Lier les impacts de la pollution sur la santé

De nombreuses organisations environnementales possèdent de précieux outils et connaissances techniques ou scientifiques qui peuvent être utilisés efficacement par les femmes pour garantir le respect de leurs droits. En 2016, ECOTON, en Indonésie, a commencé à sensibiliser les agricultrices du village de Lakardowo, à l'est de Java, à leur droit constitutionnel à l'eau potable et à un environnement sain, et aux impacts spécifiques de l'eau contaminée sur la santé, qui était un problème grave pour le village. À Lakardowo, comme dans de nombreux endroits à travers le monde, les femmes en particulier souffrent de la pollution de l'eau car elles ont souvent un contact plus direct et plus prolongé avec l'eau en raison d'un engagement important

dans les travaux ménagers tels que la cuisine, le nettoyage et la lessive. Parmi les toxines connues pour être répandues dans l'eau de l'Indonésie, on trouve les perturbateurs endocriniens qui peuvent entraîner le cancer et le diabète et nuire au développement du fœtus et du nourrisson.

Si les femmes de Lakardowo étaient pleinement conscientes de la mauvaise qualité de leur eau, elles ne connaissaient pas l'ampleur du problème, sa source ou ses impacts. Grâce à ECOTON, elles ont appris que l'eau était polluée en raison de l'incinération illégale et du déversement de déchets dangereux par une usine privée de traitement des déchets. Les femmes étaient au courant du déversement illégal, mais n'ont pas réalisé qu'il contenait des matières dangereuses qui polluaient l'eau. ECOTON a travaillé pour soutenir et renforcer les connaissances et le

Fournir des outils et renforcer les capacités

leadership des femmes dans la demande d'action gouvernementale.

Pour ECOTON, établir la confiance et communiquer non seulement avec les femmes, mais avec toute la famille, était essentiel. Prigi Arisandi de l'ECOTON, explique: « En Indonésie, les femmes sont encore sous-estimées. Mais ce sont les gérants de la maison, de l'eau. Elles ont une forte interaction avec l'eau. Si les femmes sont éduquées sur leurs droits à l'eau, leurs droits humains, elles enseigneront à leur communauté, à leurs filles ». Le personnel de l'ECOTON a développé des relations personnelles étroites avec les femmes de Lakardowo et leurs familles.

Du test à la mobilisation

La plupart des femmes de Lakardowo ont une éducation formelle limitée et n'ont pas été informées de leurs droits environnementaux, de la réglementation indonésienne et des procédures légales. Lorsqu'ils ont appris de l'ECOTON que les citoyens indonésiens peuvent signaler la pollution de l'eau au ministère de l'Environnement, Elles étaient impatientes d'apprendre comment. ECOTON a formé les femmes à collecter les données dont elles avaient besoin pour évaluer la qualité de leur eau et établir un dossier solide pour une intervention gouvernementale. Lors de formations pratiques utilisant un équipement



Des femmes mesurent la qualité de l'eau de la rivière Surabaya © ECOTON

Fournir des outils et renforcer les capacités

simple et facilement disponible, les femmes ont appris à prélever des échantillons d'eau et à mesurer des paramètres de base tels que la température, le pH (qui mesure l'acidité ou l'alcalinité de l'eau), les solides dissous totaux et la conductivité électrique. Avec ces outils en main, les femmes ont commencé à surveiller et à évaluer la qualité de l'eau de leurs puits et à déterminer si elle était potable ou non. Les femmes se sont vite rendu compte que l'eau de leurs sites d'échantillonnage dépassait les normes et ne pouvait être considérée comme sûre. Elles ont finalement cartographié la qualité de l'eau de plus de 100 puits dans la communauté.

Avec le soutien de l'ECOTON, les femmes ont développé les connaissances et la confiance

nécessaires pour discuter des données techniques et plaider efficacement en leur nom propre pour l'accès à l'eau potable. Elles se sont familiarisées avec les réglementations indonésiennes sur les normes de qualité de l'eau, afin de pouvoir discerner si les fonctionnaires leur donnaient des explications précises sur la qualité de leur eau. Leurs données sont devenues des preuves cruciales dans la lutte contre les industries qui ont pollué l'eau de Lakardowo.

En 2018, les femmes ont intenté une action en justice contre le gouvernement local pour prolongation du permis de l'usine de traitement des déchets incriminée. Le maire, qui figurait sur la liste de paie de l'usine, avait prolongé le permis sur la base de données incorrectes, sans



Les femmes de Lakardowo protestent lors du procès contre la station d'épuration © Both ENDS

consultation adéquate de la communauté et avant l'achèvement de l'évaluation obligatoire des incidences sur l'environnement. Les femmes ont insisté pour que le gouvernement local retire le permis et nettoie la zone contaminée. Bien que les tribunaux inférieurs aient refusé d'entendre l'affaire pour des raisons techniques, les femmes ne sont pas découragées. Elles ont fait appel de l'affaire devant la Cour suprême et ont porté leurs demandes auprès du département de la santé, du gouverneur, du président et du public indonésien. En 2019, après une manifestation d'une semaine devant l'entrée principale du bureau du gouverneur, le gouverneur a rencontré les femmes et a annoncé des plans actuellement en cours pour construire deux nouvelles installations de traitement des déchets gérées par le gouvernement. Pour reprendre les mots d'Arisandi: « Notre combat est comme un marathon. Vous devez être patient et fort. Ce sont les femmes qui ont le pouvoir et la persévérance de l'emporter ».

Les femmes de Lakardowo et leur lutte sont désormais bien connues dans toute l'Indonésie et sont devenues une source d'inspiration pour d'autres communautés. Les femmes ont attiré l'attention des médias et ont été présentées dans une importante émission de télévision indonésienne. Elles ont été invitées à parler à des étudiants et à d'autres communautés engagées dans des luttes environnementales similaires. « Les femmes voient désormais leur lutte non seulement comme une lutte pour leur propre village, mais aussi pour des centaines de communautés comme la leur », déclare Arisandi.

« Les femmes voient désormais leur lutte non seulement comme une lutte pour leur propre village, mais aussi pour des centaines de communautés comme la leur ».

Prigi Arisandi

Bien que l'usine de Lakardowo continue à fonctionner actuellement, les femmes ont réussi à réduire la pollution par les déchets dangereux dans leur communauté et à attirer l'attention sur le problème. Grâce à leurs efforts, le rejet a diminué et le gouvernement a éliminé une partie des déchets dangereux. ECOTON continue d'aider les femmes à exiger des comptes du gouvernement et de l'usine de traitement des déchets, et à restaurer la santé environnementale de leur communauté.



Pour plus d'informations:

Observation écologique et conservation des zones humides, www.ecoton.org

Soutenir et renforcer le leadership des femmes

Pour de nombreuses femmes à travers le monde, cultiver une parcelle de terre, c'est cultiver la vie et servir de gardienne de la nature. Il est important de soutenir et de renforcer délibérément le leadership des femmes dans la protection, la restauration et la gestion durable des écosystèmes, ce qui protège et améliore leur bien-être, leurs moyens de subsistance, leur résilience et leurs opportunités économiques.

Réseau International de Foresterie Analogue

Femmes formatrices

Réseau International de Foresterie Analogue (RIFA) est un réseau international avec des organisations membres en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Les organisations membres de du RIFA coopèrent avec les agriculteurs locaux et les communautés autochtones, les aidant à entretenir et à restaurer leurs forêts, et à améliorer leurs revenus et leur subsistance. Le réseau se spécialise dans la foresterie analogue, une approche de la restauration écologique qui utilise les forêts naturelles comme modèle pour créer des paysages écologiquement stables et socio-économiquement productifs. Les organisations membres de RIFA travaillent dans des contextes très différents, à la fois socialement et géographiquement, mais elles partagent un programme commun et des méthodes de travail similaires, en particulier la formation et le renforcement des connaissances,

y compris via les sites de démonstration de la foresterie analogue.

En 2016, RIFA a lancé un effort concerté pour travailler avec plus de femmes et de groupes de femmes aux niveaux local et mondial. L'objectif était d'améliorer la participation et le leadership des femmes dans la foresterie analogue, y compris parmi les formateurs accrédités du réseau. « Le secteur de la vulgarisation forestière et agricole est un domaine fort des hommes », explique Lubica Bogantes, qui coordonne le programme de leadership des femmes au sein de RIFA. « Nous avons vraiment cherché à identifier de nouvelles formatrices ». RIFA a réussi à recruter cinq nouvelles formatrices pour rejoindre le réseau mondial de formateurs de RIFA, augmentant le pourcentage de femmes à près de 30%. « Nous avons encore du travail à faire, mais c'est un processus en cours », déclare Bogantes. Les

« Les formatrices accréditées ont joué un rôle important en facilitant des programmes de formation avec des femmes et des groupes de femmes sur les techniques de foresterie analogue ».

Lubica Bogantes

formatrices accréditées ont joué un rôle important en facilitant des programmes de formation avec des femmes et des groupes de femmes sur les techniques de foresterie analogue.

Les pratiquantes et leurs témoignages

Le RIFA s'est également efforcée d'augmenter le nombre de pratiquantes utilisant la foresterie analogue, d'impliquer davantage de femmes agricultrices et de productrices dans les programmes internationaux de certification des produits du jardin forestier et du système national de garantie participative de RIFA, et de créer des liens entre les femmes pratiquantes et les distributeurs biologiques potentiels. En Amérique latine, par exemple, le réseau a récemment lancé un nouveau programme de formation pour les « promoteurs de la foresterie

analogue ». Vingt-six femmes sont en cours de formation pour devenir des leaders et des formateurs sur la foresterie analogue dans leurs communautés locales. En réponse à la pandémie de Covid-19, le programme de formation se déroule virtuellement, avec des enregistrements audio et vidéo et des appels hebdomadaires via WhatsApp. Les formatrices accréditées par RIFA « accompagnent » virtuellement les stagiaires en leur fournissant un mentorat continu.

Le réseau a également accru ses investissements dans des sites de démonstration gérés par des agricultrices, leur fournissant un soutien technique et financier afin qu'elles puissent, à leur tour, inspirer et informer d'autres femmes sur le fonctionnement de foresterie analogue et sur ses avantages pour les femmes. Bridgetta Vensai, de la communauté Mbiame au nord-ouest du Cameroun, en est un excellent exemple. Avec le soutien du CENDEP, membre de RIFA, Vensai est



Des femmes de Mbiame, au Cameroun, engagées dans la foresterie analogue © CENDEP - Pôle africain/ camerounais de RIFA

devenue l'une des premières femmes à mettre en œuvre la foresterie analogue dans sa communauté. Les femmes se voient généralement refuser le contrôle des terres, mais le père de Vensai voulait soutenir sa fille et défier les normes sociales patriarcales restrictives. Dans l'espoir de montrer l'exemple à la communauté, il a accordé sa ferme de 1,5 hectare et a organisé une cérémonie publique pour marquer l'occasion.

CENDEP a soutenu Vensai avec une formation approfondie sur des sujets tels que la restauration des sols, le contrôle de l'érosion et l'apiculture. Elle sert maintenant de formatrice pour d'autres femmes et membres de sa communauté. Elle propose des visites et des ateliers où les femmes peuvent en apprendre davantage sur la foresterie analogue en voyant et en faisant. Elle a également constitué une équipe d'experts locaux pour offrir des formations spécialisées sur des sujets comme l'apiculture.

Le RIFA a également accru la visibilité du leadership des femmes en accordant une attention accrue aux femmes sur son site Web et dans les supports de communication. Le groupe a récemment rassemblé les histoires de femmes pratiquantes comme Bridgetta Vensai dans jardin forestier analogue ([Analog Forestry Gardens](#)), un livret rédigé en grande partie du point de vue personnel des femmes qui décrit les réalisations des femmes dans l'utilisation de foresterie analogue pour garantir l'accès à la nourriture et à l'eau et restaurer les paysages dégradés.

Sarita Macas, de la réserve Ashiringa de l'Équateur, fait partie des nombreuses femmes présentées dans la publication. Le RIFA, dit-elle, a « travaillé avec nous, vécu nos expériences et

sympathisé avec nos problèmes. Nous avons appris qu'ensemble, nous pouvons changer l'histoire en conservant et en récupérant ce que nous avons. Nos enfants et petits-enfants nous remercieront pour les luttes, le dévouement et les sacrifices que nous avons dû faire. Les gens doivent considérer et valoriser l'eau de la même manière que nous devons valoriser les femmes, afin que les générations futures puissent vivre, grandir et être en bonne santé »

Perceptions et priorités des femmes

Le RIFA a également mis au point des ateliers et des formations spécialisés destinés aux femmes leaders et aux groupes de femmes locaux dans divers pays. Au Nicaragua, RIFA s'est associée à la Fundación Entre Mujeres (FEM) pour établir deux nouveaux sites de restauration des forêts. Avec le soutien technique et financier de RIFA, la FEM est en train de créer une forêt alimentaire et de réhabiliter l'eau, le sol et la biodiversité des sites. Grâce à des ateliers de démonstration, les sites seront utilisés pour diffuser davantage les compétences et les connaissances parmi les femmes et les autres membres de la communauté.

Au Togo, le partenaire de RIFA, Les Compagnons Ruraux, s'est engagé avec les « Reines Mères », des femmes leaders élues qui travaillent en étroite collaboration avec les chefs traditionnels sur les questions liées au développement et à l'autonomisation des femmes. Les objectifs étaient d'apprendre des reines mères et de comprendre leurs problèmes et leurs priorités pour améliorer la justice environnementale, y compris leur droit à l'eau potable, à la souveraineté alimentaire et à l'accès à la terre et d'initier les femmes aux concepts et techniques de la foresterie analogue.

Soutenir et renforcer le leadership des femmes

Au Cameroun, des ateliers axés sur les politiques ont été organisés au cours desquels des femmes ont élaboré des propositions concrètes d'actions de restauration autour de l'eau, des sols, de la souveraineté alimentaire et de la conservation des forêts. Celles-ci ont ensuite été formulées dans des « plans d'action » locaux pour servir de base au dialogue avec les décideurs politiques locaux, dirigés par les femmes elles-mêmes.

Le réseau a appris de son travail accru avec les femmes et a ajusté ses méthodologies de formation en conséquence. Les formateurs chevronnés de RIFA, qui sont pour la plupart des hommes, ont pris conscience de la nécessité d'utiliser un langage inclusif et sensible au genre. Les formateurs sont également plus attentifs au contexte dans lequel les femmes pratiquantes travaillent. « Nous accordons plus d'attention à la façon dont les femmes perçoivent les forêts et l'eau », explique Bogantes. « Nous avons ajouté des sessions de réflexion. Par exemple, au cours d'une séance, les femmes dessinent leurs fermes et leurs réalités, leurs ménages et leur vie quotidienne, comment elles utilisent la terre. L'exercice donne aux formateurs un aperçu immédiat de la vie des participantes et aide à soulever des questions importantes pour les femmes, comme la sécurité et les questions économiques. Le problème de l'accès à la terre se pose toujours ». RIFA a beaucoup appris de son travail intensifié avec les femmes et les femmes dirigeantes, et estime qu'elle contribue désormais à un programme pour les droits des femmes de manière plus organique. Comme le dit Isabel Macdonald de RIFA, « En partageant notre méthodologie de restauration écologique, nous constatons que les femmes apprécient vraiment d'avoir un espace sûr pour le partage des



Peter Nalini, responsable de la foresterie analogue au Sri Lanka © Rainforest Rescue International

connaissances et la prise de décision concernant les priorités de gestion des terres et en particulier pour assurer la souveraineté alimentaire de la famille. L'application des conceptions de foresterie analogue permet aux femmes de rêver, de dessiner, de planifier et de planter, offrant des avantages environnementaux et économiques, y compris des opportunités de vente, de partage ou de troc. Les femmes apportent activement des solutions à la dégradation de l'environnement et à la crise climatique en restaurant les écosystèmes et les fonctions écologiques, et en enregistrant leurs efforts et leurs histoires comme des témoignages pour influencer le changement ».



Pour plus d'informations:
Réseau International de Foresterie
Analogue, www.analogforestry.org

Établissez des partenariats avec des organisations de défense des droits des femmes et tirez parti des forces de chacun

Les organisations de défense des droits des femmes sont les spécialistes des droits des femmes et de la justice entre les sexes. En vous associant avec eux pour échanger des connaissances et des compétences, vous pouvez tirer parti des forces de l'autre et renforcer l'efficacité des deux partenaires pour faire progresser les droits des femmes à l'eau, à la nourriture et à un environnement propre, sain et sécurisé.

Le Centre de Ressources Prakriti, Nepal
TEWA - le Fonds pour les Femmes Népalaises, Nepal

Fécondation croisée

Le Centre de Ressources Prakriti (PRC), basé au Népal, est spécialisé dans le changement climatique et le développement, avec un accent particulier sur la politique climatique nationale et internationale et les mécanismes de financement climatique. En 2016, la PRC effectuait des recherches sur les plans d'action locaux d'adaptation du Népal dans le but d'influencer la conception du Fonds vert pour le climat. L'organisation a réalisé qu'elle avait besoin de l'aide d'experts des droits des femmes pour garantir que la perspective sexospécifique dans la recherche soit solide. « L'égalité des sexes n'était pas notre principale force », déclare le directeur exécutif du PCR Raju Pandit Chhetri. Le groupe a donc demandé à Tewa- le Fonds pour les Femmes Népalaises de faire partie d'un groupe consultatif de recherche.

Tewa est un fonds pour les femmes bien enraciné qui soutient des centaines de groupes de femmes rurales et de base au Népal par l'octroi de subventions et le renforcement des capacités, et en les reliant aux groupes pertinents et aux initiatives et processus nationaux. Alors que PRC souhaitait renforcer son travail sur le genre dans le contexte du financement climatique, Tewa souhaitait développer son expertise sur la justice environnementale. La relation entre les deux groupes s'est développée de manière organique en un partenariat solide et productif.

« Le partenariat était parfaitement adapté », déclare Chhetri. « Nous reconnaissons que tout le monde ne peut pas tout faire ». La collaboration des groupes a pris diverses formes, y compris la formation du personnel des uns et des autres. La PRC et Tewa ont également contribué



Les participants font un exercice de groupe pendant la formation sur le financement du climat © PRC

à la création du Dialogue sur le climat et le développement du Népal, une plate-forme de partage et d'apprentissage, qui relie la politique nationale aux réalités au niveau local. Au sein de la plateforme, Tewa apporte son expertise sur les droits des femmes et le genre et la RPC sur le financement climatique. La fertilisation croisée au sein de la plate-forme, ainsi que des ateliers d'apprentissage sur le genre et le financement climatique, ont contribué à faire en sorte que les deux groupes, ainsi que les autres membres de la plate-forme, connaissent désormais bien l'intersection de ces questions. En 2019, la plateforme a organisé une table ronde nationale sur le changement climatique et le développement avec un accent principal sur l'intégration du genre dans le discours sur le changement climatique et la finance climatique au Népal. La table ronde a réuni 15 groupes de femmes ainsi que d'autres organisations de la société civile, ainsi que des

représentants gouvernementaux du Ministère des forêts et de l'environnement, de la Commission nationale de la planification et du Ministère des finances.

Une ressource inexploitée pour les femmes

Tewa et PRC ont également co-organisé une formation de trois jours axée sur la justice environnementale, en 2018, pour 29 participants de 17 organisations de femmes. Dans le cadre de la formation, les groupes de femmes ont développé leurs compétences en matière d'identification des problèmes environnementaux et climatiques et ont développé leurs compétences en matière de plaidoyer et de médias. Ils ont développé des idées de projets environnementaux et, avec le soutien de Tewa et de PRC, ont formulé des propositions de projets

concrets. La RPC a informé les groupes de femmes des questions de financement climatique et des obligations des gouvernements municipaux de financer la conservation de l'environnement et les actions climatiques. « La formation a été un énorme succès », déclare Chhetri. Entre autres choses, Tewa, PRC et les participantes se sont rendu compte que le financement climatique au niveau municipal était une importante ressource inexploitée pour les groupes locaux de femmes. « Ce fut une révélation pour nous tous ».

La formation a donné à PRC et à Tewa l'idée d'aider les groupes de femmes à tenir leurs municipalités responsables de leurs obligations de financement climatique. À cette fin, PRC et Tewa se sont associés à un autre membre du Dialogue sur le climat et le développement, l'Association de gestion des ressources naturelles des femmes de la base de l'Himalaya (HIMAWANTI), pour fournir une formation et un soutien continu à 20 groupes de femmes de base tous bénéficiaires d'une subvention à long terme. -partenaires de Tewa et HIMAWANTI dans cinq communes.

Dans le cadre du programme de formation, les femmes ont appris des sujets clés tels que le changement climatique, le financement climatique, les évaluations d'impact environnemental et le processus de planification et de budgétisation municipale. Ils ont discuté des obstacles à l'engagement des femmes dans les processus de planification et de budgétisation, notamment la discrimination, le népotisme et le tokénisme. Ils ont participé à des jeux de rôle pour renforcer leurs compétences et leur confiance afin de s'engager avec les autorités locales sur le changement climatique et les questions environnementales. Suite à la formation,

Tewa, PRC et les participantes se sont rendu compte que le financement climatique au niveau municipal était une importante ressource inexploitée pour les groupes locaux de femmes. « Ce fut une révélation pour nous tous ».

Raju Pandit Chhetri

les groupes ont reçu un accompagnement sur mesure pour assurer le suivi auprès des autorités de quartier et municipales sur les questions environnementales, et soumettre leurs propres propositions de projets d'adaptation environnementale et climatique. La PRC et Tewa ont également organisé une formation pour les maires et les maires adjoints et d'autres fonctionnaires des municipalités ciblées sur l'intégration des perspectives climatiques et de genre dans leurs politiques, plans et budgets.

Le partenariat entre PRC et Tewa a produit des résultats positifs à plusieurs niveaux. Au niveau local, les groupes de femmes accordent une attention et des ressources accrues à leur travail environnemental. Tewa a vu une augmentation bienvenue de propositions de projets de la part des partenaires bénéficiaires liés au climat et



Discussion communautaire dans la municipalité de Manthali © PRC

à l'environnement, et les groupes de femmes impliqués dans le programme de formation ont eu un certain succès auprès de leurs gouvernements locaux. L'un des groupes a réussi à obtenir un financement municipal pour un plan d'irrigation proposé, un autre pour un cours de secourisme afin d'améliorer la résilience en cas de catastrophe. Les dirigeants municipaux ciblés sont désormais plus conscients de leurs obligations et ont exprimé leur engagement à assurer une planification et une budgétisation sensibles au genre et au climat. Au niveau national, le Népal a mis à jour sa politique sur les changements climatiques afin de donner la priorité à l'intégration du genre et de l'inclusion sociale dans les programmes d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

Pour le PRC, qui se concentre sur la politique nationale et internationale, le travail avec

Tewa et les groupes de femmes a accru son attention non seulement au genre, mais aussi aux problèmes et besoins locaux. En plus d'améliorer la programmation de la RPC, le partenariat a également renforcé les opérations de la RPC. L'organisation et son personnel sont devenus beaucoup plus conscients et sensibles aux questions de genre et de droits des femmes. Le groupe assure désormais un nombre égal de femmes dans les panels, a adapté ses pratiques de recrutement et recruté davantage de femmes. L'année dernière, le PRC s'est fermement engagé à mettre en œuvre une nouvelle politique de genre plus robuste.



Pour plus d'informations:

Centre de Ressources Prakriti, www.prc.org.np
Tewa, www.tewa.org.np

Demander aux décideurs et aux investisseurs de rendre compte des engagements en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes

Dans votre plaidoyer auprès des décideurs (gouvernements, banques de développement, donateurs, etc.), examinez leurs engagements et leurs politiques en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes. Ces engagements offrent un moyen important de tenir les acteurs responsables des droits des femmes à l'eau, à la sécurité alimentaire et à un environnement propre, sain et sécurisé.

Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente (AIDA), Amérique latine

Une lentille féministe

Depuis plus de vingt ans, AIDA soutient les communautés d'Amérique latine dans la défense de leurs terres et territoires et la promotion du droit à un environnement sain. Entre autres stratégies, l'AIDA travaille dans plusieurs pays d'Amérique latine pour tenir les institutions financières internationales (IFI) responsables lorsqu'elles financent des projets qui enfreignent leurs politiques de sauvegarde sociale et environnementale. AIDA aide les communautés à déposer des plaintes contre des projets nuisibles.

Bien que les droits des femmes aient toujours fait partie de la mission et du travail d'AIDA, l'organisation n'a jamais mis les femmes au centre de ses efforts pour responsabiliser les IFI. En 2018, l'AIDA a décidé d'utiliser une optique

plus consciemment féministe sur une affaire impliquant des communautés autochtones mayas dans la région d'Ixquis au Guatemala, où la Banque interaméricaine de développement (BID) a financé la construction de plusieurs barrages hydroélectriques. Les barrages causent de dommages sévères sociaux et environnementaux dans la région.

Déplacement des femmes vers le centre

AIDA a voulu placer les voix et les expériences des femmes d'Ixquis au centre de l'affaire. Tout au long de ce processus, le groupe espère également renforcer sa coopération avec des experts des droits des femmes et renforcer sa propre capacité organisationnelle d'analyser et de traiter les projets de développement dans une perspective sexospécifique. L'AIDA a contacté les groupes de



La région d'Ixquisis © AIDA

femmes et les dirigeants locaux et nationaux, les informant de la possibilité d'utiliser le mécanisme de responsabilisation de la BID (le mécanisme indépendant de consultation et d'enquête, connu en espagnol sous le nom de MICI) pour soutenir la lutte de la communauté contre les barrages. AIDA a demandé l'avis des experts pour développer une analyse de genre et les arguments derrière la plainte. Des ateliers et des entretiens avec des femmes d'Ixquisis locales affectées par le barrage ont servi de base à une étude d'impact sur le genre.

« C'était effrayant au début », déclare Liliana A. Ávila García, avocate de l'AIDA, basée en Colombie. « Il y avait beaucoup de choses auxquelles nous devons faire attention en tant qu'avocats étrangers, travaillant sur un cas de femmes autochtones au Guatemala. Nous avons dû faire attention à ne pas imposer notre vision

des droits des femmes à la communauté, mais à comprendre le contexte dans lequel vivent les femmes, à comprendre leurs préoccupations et à développer une stratégie collective pour soutenir leurs revendications ». AIDA a rapidement appris que sa méthodologie pour la consultation des communautés doit être « fixée » pour garantir la participation des femmes. Le groupe avait organisé une grande réunion communautaire destinée à la fois aux femmes et aux hommes, à laquelle seuls les hommes venaient. « Si nous voulons que les femmes participent, nous devons faire très attention à chaque détail: l'heure, le lieu, le jour, le lieu. Nous avons dû analyser tous les obstacles auxquels une femme Ixquisis peut être confrontée en assistant à une réunion », explique Ávila. AIDA a commencé à rencontrer des femmes d'Ixquisis chez elles, ou le dimanche après-midi à la rivière, où elles lavaient leurs vêtements.

En août 2018, les communautés Ixquis, représentées par AIDA et soutenues par le Gouvernement plurinational ancestral des Premières Nations mayas Akateko, Chuj, Q'anjob'al et Popti' du Guatemala (*Gobierno Ancestral Plurinacional de las Naciones Originarias Mayas Akateko, Chuj, Q'anjob'al y Popti' de Guatemala*) et la Plateforme internationale contre l'impunité, ont déposé une plainte auprès du MICI. La plainte décrivait des violations des garanties environnementales et sociales de la BID, des politiques de consultation publique et des droits des autochtones, ainsi que de sa politique d'égalité des sexes. L'AIDA a encadré l'affaire autour de l'expérience des femmes, attirant l'attention sur l'incapacité de la BID à surmonter les obstacles et les impacts spécifiques sur les femmes par rapport à toutes ses politiques de sauvegarde. Ce faisant, AIDA traçait un territoire relativement nouveau. La BID a rarement, voire jamais, été appelée à rendre compte de son bilan en matière de droits des femmes: peu d'experts en responsabilité des IFI se concentrent sur le genre et peu de groupes de défense des droits des femmes se concentrent sur les IFI. La plainte détaillait, entre autres, les préjudices particuliers subis par les femmes d'Ixquis, notamment les graves dommages environnementaux, la pénurie d'eau et la pollution, ainsi que les menaces à la sûreté et à la sécurité des femmes en raison de la violence et de la stigmatisation des travailleurs des barrages. La plainte a clairement indiqué qu'une politique de genre distincte ne suffit pas pour assurer la protection des droits des femmes: la BID doit prendre en compte et lutter contre les inégalités entre les sexes dans toutes ses politiques et processus de sauvegarde, en utilisant une approche intersectionnelle qui prend en

compte le genre, la race et classe, entre autres facteurs, et reconnaît les dommages et les risques spécifiques pour les femmes autochtones et rurales.

La plainte a déclenché le processus de responsabilisation du MICI. Le MICI a ouvert une enquête et mené une mission d'enquête au Guatemala en 2019, qui comprenait une visite de deux jours dans les communautés. Les interventions de l'AIDA ont contribué à garantir que l'équipe d'enquête du MICI intègre une perspective de genre, en accordant une attention particulière aux impacts différenciés entre les sexes. L'AIDA a également veillé à ce que l'équipe de recherche interroge les femmes de manière indépendante.

Bien que les conclusions du MICI n'aient pas encore été publiées, la plainte et les travaux qui la sous-tendent ont déjà eu un impact. La plainte a inscrit les droits des femmes à l'ordre du jour du MICI et a donné une visibilité à la situation des

« Le féminisme est quelque chose qui vous touche et vous ne pouvez pas être la même personne. Je le ressens du fond du cœur ».

Liliana A. Ávila García

Tenir les décideurs politiques et les investisseurs responsables



Femmes de la communauté Ixquisis © AIDA

femmes d'Ixquisis. Il a souligné leur importance dans la lutte pour la défense de leur territoire. Les femmes se sont depuis organisées en comité officiel.

Travailler avec les femmes Ixquisis et encadrer l'affaire Ixquisis autour des droits des femmes a été une énorme expérience d'apprentissage pour AIDA. Ávila décrit son expérience de travail sur le cas des femmes Ixquisis comme un changement de vie: « Le féminisme est quelque chose qui vous touche et vous ne pouvez pas être la même personne. Je le ressens du fond du cœur ». Depuis, AIDA a développé et formulé des recommandations spécifiques pour que le MICI garantisse une réelle participation et inclusion des femmes dans toutes ses procédures. AIDA promeut maintenant les analyses de genre et les impacts dans tous ses cas. Le groupe met

à jour ses meilleures pratiques recommandées pour la conduite d'évaluations de l'impact sur l'environnement, en accordant une attention particulière aux droits des femmes, ainsi qu'un chapitre distinct sur l'égalité des sexes. L'AIDA partage son expérience sur l'affaire Ixquisis avec d'autres groupes environnementaux, des alliés de la responsabilité des IFI, des avocats et des organisations de défense des droits des femmes, en faisant mieux connaître le MICI et d'autres mécanismes de responsabilité des IFI en tant que nouvel espace important pour le plaidoyer à l'intersection du genre et de la justice environnementale.



Pour plus d'informations:

Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente, www.aida-americas.org

Affecter des ressources à l'appui au travail à la croisée des droits des femmes et de la justice environnementale

Les femmes sont aux premières lignes de l'action pour protéger l'environnement, mais leurs initiatives et activités sont gravement sous-financées. En affectant des ressources, telles que la création d'un fonds spécifique pour soutenir les initiatives des femmes, vous pouvez contribuer à combler le vide, tout en acquérant de nouvelles connaissances et en approfondissant votre compréhension de l'égalité des sexes et des droits des femmes.

**Produits forestiers non ligneux - Programme d'échange (PFNL-PE/NTFP-EP),
Asie du Sud et du Sud-Est**

Du soutien aux communautés à la priorisation des femmes

Le programme d'échange de produits forestiers non ligneux (PFNL-PE/NTFP-EP) est un réseau de plus de 100 organisations non gouvernementales et organisations communautaires d'Asie du Sud et du Sud-Est travaillant avec les communautés forestières pour renforcer leurs capacités dans la gestion durable des ressources naturelles. Entre autres choses, NTFP-EP sert de plateforme pour l'échange d'informations et de connaissances sur les techniques et expériences de gestion des ressources appropriées, le soutien technique et la formation, la documentation des meilleures pratiques, le lobbying et le plaidoyer, et la mobilisation des ressources. Depuis 2007, NTFP-EP a accordé de petites subventions à ses

organisations partenaires communautaires. Connu sous le nom de Pastor Rice Small Grants Fund, le fonds s'est concentré sur la restauration des forêts à base communautaire, la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles, la protection des droits fonciers coutumiers et la reconnaissance des domaines ancestraux, et le plaidoyer contre l'agression du développement, en particulier dans les zones forestières.

En 2016, lors de l'élaboration de son nouveau plan stratégique, NTFP-EP s'est engagé à faire plus et à être plus délibéré pour intégrer les droits des femmes et l'égalité des sexes dans son travail. Le programme GAGGA est arrivé à un moment parfait, permettant à l'organisation d'opérationnaliser - et de ressourcer son engagement, y compris l'embauche du personnel



Les communautés dépendantes de la forêt, dirigées par les femmes de Rejang Lebong, en Indonésie, dressent la carte de leur pour délimiter leurs moyens de subsistance et leurs sites de conservation © NTFP-EP

supplémentaire nécessaire. NTFP-EP a travaillé avec un membre du conseil d'administration, un expert en genre, pour développer un programme d'intégration du genre pour l'organisation. Une stratégie clé du programme consistait à donner la priorité aux problèmes des femmes dans ses fonds de petites subventions. « Le fonds était destiné à des initiatives communautaires, mais n'était pas clairement axé sur les femmes ou les questions de genre », explique Femy Pinto de NTFP-EP.

Poser des questions difficiles

Afin de cibler les initiatives spécifiques aux femmes, NTFP-EP a dû revoir et ajuster ses critères d'octroi de subventions, ainsi que le processus d'obtention des propositions. NTFP-EP a estimé qu'il était important de commencer avec son

propre réseau et de leur donner une chance de développer des propositions. C'était un défi, car les organisations forestières communautaires avec lesquelles travaille NTFP-EP sont principalement dirigées par des hommes. Les communautés sont souvent patrilinéaires et patriarcales. « Nous avons dû parler aux dirigeants masculins. Nous devons parler directement aux femmes. C'était un défi de pénétrer dans cette structure sociale. Mais nous devons ajuster ce que nous faisons pour nous assurer que les voix des femmes se font entendre », déclare Mayna Pomarin de NTFP-EP.

Compte tenu de son réseau dominé par les hommes et de son propre manque d'expérience dans le financement des initiatives des femmes, NTFP-EP a accepté le fait que le premier cycle d'octroi de subventions n'atteindrait peut-être

Affecter des ressources aux initiatives des femmes

pas vraiment les femmes de la manière prévue. Et bien sûr, les propositions qu'il a reçues au début étaient des projets communautaires très généraux, typiques sans une focalisation sur le genre. « Certaines des propositions ont répondu aux questions sur les femmes, mais juste pour y répondre. Quand vous avez vraiment regardé les activités, ce n'était pas clair », explique Pinto. Après quelques cycles d'octroi de subventions, NTFP-EP a adapté son formulaire de demande de subvention. « Au début, nous étions ouverts. Ensuite, nous avons commencé à poser des questions plus difficiles sur l'engagement des femmes. Après un certain temps, vous pourriez voir le changement progressif dans le réseau ». Maintenant, NTFP-EP examine les initiatives proposées pour s'assurer qu'elles impliquent, engagent et bénéficieront aux femmes.

Les révisions apportées à la demande de subvention reflètent une plus grande prise de conscience et un plus grand sérieux en matière de genre et de droits des femmes dans l'ensemble de l'organisation. Il se concentre désormais sur le financement d'initiatives clairement dirigées par des femmes ou mises en œuvre par une majorité de femmes et ayant un impact sur elles. Si une organisation communautaire pose sa candidature, elle doit vraiment montrer comment la proposition apportera un changement pour les femmes de la communauté. « En interne, pour nous, il a été bon de réaliser que même avec vos bonnes intentions et vos bonnes stratégies, vous excluez peut-être des personnes », déclare Pinto. « Même si nous ciblons les communautés et que nos objectifs sont positifs, nous n'avons pas réalisé que dans nos actions, les femmes pouvaient avoir été exclues ou



Atelier de récit numérique pour les femmes leaders aux Philippines © NTFP-EP

pas vraiment en bénéficier de la même manière ». NTFP-EP va maintenant activement au-delà de son réseau. Il a commencé à identifier de nouveaux partenaires, y compris des groupes de femmes de base solides, facilité par les nouveaux contacts qu'il a noués avec les réseaux de défense des droits des femmes. Il a également créé la possibilité de redistribuer des subventions à des groupes de femmes via des ONG locales.

Programmation dédiée aux droits des femmes

NTFP-EP considère l'octroi de subventions comme un outil qui fonctionne beaucoup mieux lorsqu'il est associé à des activités de renforcement des capacités. Les ateliers et échanges communautaires du groupe ont été cruciaux pour aider à renforcer les compétences et la confiance des femmes pour qu'elles s'organisent elles-mêmes, développent leurs propres initiatives et stratégies, y compris l'engagement avec les représentants du gouvernement. NTFP-EP s'est engagé à constituer un pool de femmes leaders, en particulier de jeunes femmes et filles. Le groupe a vu des partenaires boursiers diffuser leurs connaissances et inspirer les femmes des communautés voisines. « Le leadership des femmes est contagieux », déclare Pinto. « Vous pouvez vraiment voir comment les communautés se sont épanouies en étant plus actives ».

De nombreuses organisations environnementales considèrent le genre comme une question transversale. Mais NTFP-EP les exhorte à reconnaître que l'intégration d'une perspective sexospécifique n'empêche pas la programmation dédiée aux droits des femmes. « Des ressources et des programmes dédiés à l'égalité des sexes sont

« Un engagement institutionnel comme nous l'avons fait dans notre plan stratégique et un cadre de partenariat, de soutien et de ressources sont des ingrédients essentiels pour faire progresser l'égalité des sexes ».

Femy Pinto

importants, car il existe vraiment des expériences, des impacts et des problèmes différenciés entre les sexes », explique Pinto. « Les femmes doivent avoir leur propre espace de solidarité et de résistance ». Dans l'expérience de NTFP-EP, le programme GAGGA lui-même démontre l'importance et l'efficacité des ressources dédiées aux droits des femmes. « Un engagement institutionnel comme nous l'avons fait dans notre plan stratégique et un cadre de partenariat, de soutien et de ressources sont des ingrédients essentiels pour faire progresser l'égalité des sexes ».



Pour plus d'informations:

Programme d'échange de produits forestiers non ligneux (NTFP-EP) et Fonds de Petites Subventions Pastor Rice pour les Initiatives Communautaires Relatives aux Ecosystèmes Forestiers, www.ntfp.org/grants

